



5 Juin 1911 de Croix Pentecôte

La vaincue

Après un monsieur vague, qui me demanda une pièce de n'importe quoi ou autre, et une n... pauvre petite blanche institutrice, douée d'un peu de piano, d'un petit brevet, d'un plus petit peu d'anglais, et qui implorait la même chose, elle entra dans mon bureau.

D'abord, je ne la reconnus pas. Elle leva sa voilette noire...

Et je me rappelai une honorable dame rencontrée jadis dans maintes œuvres charitables, une personne énergique, généreuse et toujours un peu lointaine.

— Et ne sera pas mal, dites, Madame, de vous regarder communier. ? Il me semble que vous devez être comme une sainte. !

Et il m'a dit cela si naturellement, avec des yeux si francs, si ouverts !, il eût été tellement bouleversé d'apprendre la triste vérité, que j'ai répondu aussitôt :

— Oui, mon petit, tu m'embrasseras... je te le promets !. Mais ne dis jamais que je suis une sainte...

— Pourquoi ?

— Parce que tu me ferais beaucoup de peine.

Conclusion ? Me voici !. faites de moi ce que vous voudrez !

Alors, quelque temps après, je l'ai baptisée, cette femme.

En me quittant, elle me dit :

— Comment vous remercier, Monsieur l'abbé ?

— Gare à vous !

— Comment, gare à moi ?

— Oui... cela va vous coûter cher !

Elle me regarda de son regard, qu'elle a un peu spécial, et je continuai :

— Voilà... Les plus beaux articles sont ceux que je ne puis pas écrire... Je voudrais écrire celui-là !. Ce serait votre pénitence... Mais seulement si très librement vous me le permettez. ?

— Vous pensez qu'il en résulterait un bien. ?

— Je le crois.

— Ah ! c'est terrible... Qu'allez-vous penser de moi ?

— La pauvre petite préoccupation ! Elle fit un effort comme si tout l'air manquait à sa poitrine, et, les yeux baissés, murmura, en soulevant bien chacune de ses paroles :

— Je ne suis pas baptisée !.

— Comme vous allez me mépriser !.

— Je ne méprise personne. Je bénis seulement Dieu qui aura bientôt, j'espère, une bonne chrétienne de plus.

Il y eut un silence.

Elle le rompit encore la première.

— Comment cela s'est-il fait. ? J'ai eu pour père un vieux libéral qui répétait sans cesse : « A vingt ans, elle choisira ! » Comme s'il m'avait laissé choisir ma famille, ma nourriture, ma patrie, ma langue, l'accès à la vie et tant d'autres choses !.

Ma mère est morte deux ans après ma naissance, j'ai poussé en plein vent ; bref, je n'ai rien choisi du tout.

Pourtant, que de sermons j'ai entendus !... que de conversations j'ai amorcées !... que de livres j'ai lus !.

Parfois j'approchais...

Mais une fausse note, un rien rompait le charme, et je m'évadais en silence vers le refuge facile de la libre pensée.

Attraction... répulsion... ma vie intérieure a oscillé pendant trente ans entre ces deux mots...

Et ce que j'ai souffert, personne ne peut le savoir.

Pendant qu'elle parlait, je feuilletais en moi-même les pages d'un passé déjà lointain.

En effet, je ne me rappelais pas une seule fois avoir vu cette femme communier.

Et alors, lui dis-je, qui vous a vaincue ? Car, je ne me trompe pas... vous avez bien l'air de quelqu'un qui vient demander grâce. ?

— Qui m'a vaincue. ?

— Qui.

— Un enfant... un pauvre petit enfant d'ouvrier. Par une de ces ironies de la vie, j'ai dû, moi, préparer à la première Communion le fils d'un boutanger.

Cet enfant a été admirable.

Son père avait bu jadis beaucoup d'alcool ; le fils s'en rendait, et s'en ressentait encore terriblement.

Figurez-vous une espèce de petit écorché vif dans lequel habitait une âme ardente, déjà mauvaise, que la religion saisis aussitôt.

J'ai assisté en quelques semaines à une véritable transformation.

Sous l'influence de la pensée religieuse, ce petit s'est littéralement pris à bras-le-corps pour s'arracher à l'emprise de son hérédité.

Il était très coléreux. Je l'ai vu envoyer d'un geste agacé son catéchisme au bout de la pièce.

Or, il y a un mois, son père l'a étiqué injustement ; tout son petit corps tremblait de révolte, mais ses lèvres toutes blanches n'ont rien laissé passer.

J'ai tenté d'intervenir.

Il m'a fait un signe... il voulait tout avaler tout seul.

Son père paria, il a pleuré dans mes bras ; mais il était vainqueur !

Et, presque tous les jours, j'ai constaté

LA LIQUIDATION DES CONGREGATIONS AU SENAT

Comment M. Régismanset défend les liquidateurs

A la veille du jour où va commencer au Sénat le procès Duez, M. Combes et ses amis ont senti la nécessité d'une diversion, et pour faire contrepoids, devant l'opinion publique, au réquisitoire que la justice s'est enfin décidée à dresser contre le liquidateur qu'elle avait si longtemps appuyé et défendu.

Régismanset s'est chargé de dresser un réquisitoire contre les Congrégations, contre le Crédit Foncier, contre les tribunaux.

Ce que M. Régismanset a apporté à la Commission d'enquête ne peut pas, en effet, s'appeler un rapport. Il n'a du rapport que le nom. Un rapport général, — ainsi qu'il avait le devoir de le faire, — c'est le compte rendu impartial et exact des rapports particuliers, des discussions auxquelles ils ont donné lieu. Le prétendu rapport de M. Régismanset n'est rien de cela ; rien de ce qu'il devait être. Il est, dans la plus grande partie, dans les parties les plus importantes, consacré à des faits qui n'ont pas même été soumis au contrôle de la Commission, et dont l'exactitude n'a pas même été vérifiée.

Ces affirmations de M. Régismanset — car il n'y a pas autre chose que ses affirmations — ont obtenu, à la Commission d'enquête, l'approbation de la majorité.

Une quinzaine de membres étaient présents ; aucun des amis de M. Combes ne manquait à l'appel.

Mais l'opinion de MM. Combes et Delpech, ajoutée à celle de M. Régismanset, ne fait pas la vérité, et ils n'ont pas le pouvoir de changer les faits, pas plus qu'ils ne créent le droit.

Il ne faut pas oublier tout d'abord que la loi contre les congrégations est une loi spoliatrice, et qu'elle ne pouvait pas, qu'elle ne devait pas être respectée par les citoyens qui en étaient victimes. Si encore on avait réservé aux congrégations le prix intégral de leurs biens, la spoliation eût été moins odieuse ; mais on a fait de ces biens l'appât de la cupidité, et, en réalité, on en a fait profiter toute une bande d'amis du gouvernement.

Comme l'a très bien fait remarquer M. Le Provost de Launay, les congrégations, qui, avant la loi, ont été pour les uns des sources de bien-être, et pour les autres des sources de bien-être, ont fait absolument que leur devoir, et doivent être hautement approuvés.

Il faut regretter plutôt que ces Congrégations aient été si vite et si facilement dépossédées, car, lorsque le prétendu rapport de M. Régismanset, inséré dans le rapport de la Commission, est parvenu dans les poches des congréganistes, parce que quelques-uns ont emporté quelques armoires et quelques lits de fer, il n'est que trop vrai, au contraire, que presque toutes les Congrégations n'ont rien emporté du tout, que jusqu'à ce moment, et comme si elles avaient continué à vivre, elles ont continué à bâtir, à payer leurs annuités au Crédit Foncier, à refuser des offres avantageuses pour leurs immeubles.

Ne cite-t-on pas cette Supérieure de couvent, qui, à l'inventaire, courut après le liquidateur pour lui remettre un titre au nom de Duez, et qui fut obligée de le lui donner ?

Les coupables, pour M. Régismanset, ce sont les Congrégations, et avec elle le Crédit Foncier, qui a cru à des titres réguliers, tellement réguliers que les tribunaux le déclarent. Mais les tribunaux aussi sont coupables. Magistrature complaisante ! s'écrie M. Régismanset. Tous de la Congrégation, alors ! Voilà où l'on en arrive quand on veut défendre les liquidateurs. On ne peut pourtant remplacer les juges de France, y compris la Cour de cassation, par un tribunal unique, présidé par M. Combes, avec M. Régismanset et Delpech pour assesseurs.

Cette ridicule attaque n'est qu'une feinte. C'est un paradoxe. Dans quelques jours on va parler de Duez. Et quand on parlera de Duez, un mot viendra sur toutes les lèvres : Et les autres ?

Qui, les autres liquidateurs ? Pourquoi M. Régismanset, rapporteur d'une Commission qui a été nommée pour surveiller la gestion des liquidateurs, n'en dit-il pas un mot ? Il y a pourtant des dossiers, des rapports où l'on en parle, et cette fois, il pouvait citer des faits, sans chercher ce que personne ne sait encore officiellement, ce que Duez a déclaré ou non au juge d'instruction.

Il s'indigne des procès faits par une Congrégation ; mais pourquoi ne dit-il pas un mot des innombrables procès vultueux et amenés par la laïcité arrêtée délibérément par les liquidateurs ? Pourquoi ne nous montre-t-il pas, par exemple, M. Lecouturier prenant possession de tout immeuble où il voit un Frère de Pieterme, refusant de regarder aucun titre de propriété, vente ou succession ; et disant aux propriétaires, certains, indéfinissables, possédant parfois de père en fils, depuis des générations : « Assignez-moi. »

Pourquoi M. Régismanset oublie-t-il de nous rappeler le liquidateur Desreumaux, de Lille, voulant liquider, à Cassel, une Congrégation morte depuis soixante ans, et ne le faisant déclarer par deux jugements du tribunal d'Hazebrouck et trois arrêts de la Cour de Douai ? Et le même Desreumaux assignant non pas seulement son adversaire, mais l'avocat, l'avoué et l'huissier de son adversaire ?

Les liquidateurs faisaient tant de procès qu'ils n'avaient plus le temps de faire des réparations aux immeubles. Ils procédaient seulement des frais de gestion. Ainsi, à Argentan, à Bordeaux, le liquidateur Duez laisse en ruines les immeubles des Rédemptoristes. A Dole, le liquidateur des Sœurs de la Retraite d'Aix s'est écroulé le jour de clôture, faute de réparations. Le maire est obligé de le faire démolir, pour qu'il n'écrase pas les passants.

Voilà de véritables causes de dépréciation.

Il y en a d'autres : ce sont les baux frauduleux, consentis par les liquidateurs, par exemple le bail de l'immeuble des Rédemptoristes de Ménilmontant, loué trois fois au même prix à un cousin de Maguin Gautier, avec faculté de faire cesser le bail à la volonté du preneur seul ; le bail

LA LIQUIDATION DES CONGREGATIONS AU SENAT

Comment M. Régismanset défend les liquidateurs

A la veille du jour où va commencer au Sénat le procès Duez, M. Combes et ses amis ont senti la nécessité d'une diversion, et pour faire contrepoids, devant l'opinion publique, au réquisitoire que la justice s'est enfin décidée à dresser contre le liquidateur qu'elle avait si longtemps appuyé et défendu.

Régismanset s'est chargé de dresser un réquisitoire contre les Congrégations, contre le Crédit Foncier, contre les tribunaux.

Ce que M. Régismanset a apporté à la Commission d'enquête ne peut pas, en effet, s'appeler un rapport. Il n'a du rapport que le nom. Un rapport général, — ainsi qu'il avait le devoir de le faire, — c'est le compte rendu impartial et exact des rapports particuliers, des discussions auxquelles ils ont donné lieu. Le prétendu rapport de M. Régismanset n'est rien de cela ; rien de ce qu'il devait être. Il est, dans la plus grande partie, dans les parties les plus importantes, consacré à des faits qui n'ont pas même été soumis au contrôle de la Commission, et dont l'exactitude n'a pas même été vérifiée.

Ces affirmations de M. Régismanset — car il n'y a pas autre chose que ses affirmations — ont obtenu, à la Commission d'enquête, l'approbation de la majorité.

Une quinzaine de membres étaient présents ; aucun des amis de M. Combes ne manquait à l'appel.

Mais l'opinion de MM. Combes et Delpech, ajoutée à celle de M. Régismanset, ne fait pas la vérité, et ils n'ont pas le pouvoir de changer les faits, pas plus qu'ils ne créent le droit.

Il ne faut pas oublier tout d'abord que la loi contre les congrégations est une loi spoliatrice, et qu'elle ne pouvait pas, qu'elle ne devait pas être respectée par les citoyens qui en étaient victimes. Si encore on avait réservé aux congrégations le prix intégral de leurs biens, la spoliation eût été moins odieuse ; mais on a fait de ces biens l'appât de la cupidité, et, en réalité, on en a fait profiter toute une bande d'amis du gouvernement.

Comme l'a très bien fait remarquer M. Le Provost de Launay, les congrégations, qui, avant la loi, ont été pour les uns des sources de bien-être, et pour les autres des sources de bien-être, ont fait absolument que leur devoir, et doivent être hautement approuvés.

Il faut regretter plutôt que ces Congrégations aient été si vite et si facilement dépossédées, car, lorsque le prétendu rapport de M. Régismanset, inséré dans le rapport de la Commission, est parvenu dans les poches des congréganistes, parce que quelques-uns ont emporté quelques armoires et quelques lits de fer, il n'est que trop vrai, au contraire, que presque toutes les Congrégations n'ont rien emporté du tout, que jusqu'à ce moment, et comme si elles avaient continué à vivre, elles ont continué à bâtir, à payer leurs annuités au Crédit Foncier, à refuser des offres avantageuses pour leurs immeubles.

Ne cite-t-on pas cette Supérieure de couvent, qui, à l'inventaire, courut après le liquidateur pour lui remettre un titre au nom de Duez, et qui fut obligée de le lui donner ?

Les coupables, pour M. Régismanset, ce sont les Congrégations, et avec elle le Crédit Foncier, qui a cru à des titres réguliers, tellement réguliers que les tribunaux le déclarent. Mais les tribunaux aussi sont coupables. Magistrature complaisante ! s'écrie M. Régismanset. Tous de la Congrégation, alors ! Voilà où l'on en arrive quand on veut défendre les liquidateurs. On ne peut pourtant remplacer les juges de France, y compris la Cour de cassation, par un tribunal unique, présidé par M. Combes, avec M. Régismanset et Delpech pour assesseurs.

Cette ridicule attaque n'est qu'une feinte. C'est un paradoxe. Dans quelques jours on va parler de Duez. Et quand on parlera de Duez, un mot viendra sur toutes les lèvres : Et les autres ?

Qui, les autres liquidateurs ? Pourquoi M. Régismanset, rapporteur d'une Commission qui a été nommée pour surveiller la gestion des liquidateurs, n'en dit-il pas un mot ? Il y a pourtant des dossiers, des rapports où l'on en parle, et cette fois, il pouvait citer des faits, sans chercher ce que personne ne sait encore officiellement, ce que Duez a déclaré ou non au juge d'instruction.

Il s'indigne des procès faits par une Congrégation ; mais pourquoi ne dit-il pas un mot des innombrables procès vultueux et amenés par la laïcité arrêtée délibérément par les liquidateurs ? Pourquoi ne nous montre-t-il pas, par exemple, M. Lecouturier prenant possession de tout immeuble où il voit un Frère de Pieterme, refusant de regarder aucun titre de propriété, vente ou succession ; et disant aux propriétaires, certains, indéfinissables, possédant parfois de père en fils, depuis des générations : « Assignez-moi. »

Pourquoi M. Régismanset oublie-t-il de nous rappeler le liquidateur Desreumaux, de Lille, voulant liquider, à Cassel, une Congrégation morte depuis soixante ans, et ne le faisant déclarer par deux jugements du tribunal d'Hazebrouck et trois arrêts de la Cour de Douai ? Et le même Desreumaux assignant non pas seulement son adversaire, mais l'avocat, l'avoué et l'huissier de son adversaire ?

Les liquidateurs faisaient tant de procès qu'ils n'avaient plus le temps de faire des réparations aux immeubles. Ils procédaient seulement des frais de gestion. Ainsi, à Argentan, à Bordeaux, le liquidateur Duez laisse en ruines les immeubles des Rédemptoristes. A Dole, le liquidateur des Sœurs de la Retraite d'Aix s'est écroulé le jour de clôture, faute de réparations. Le maire est obligé de le faire démolir, pour qu'il n'écrase pas les passants.

Voilà de véritables causes de dépréciation.

Il y en a d'autres : ce sont les baux frauduleux, consentis par les liquidateurs, par exemple le bail de l'immeuble des Rédemptoristes de Ménilmontant, loué trois fois au même prix à un cousin de Maguin Gautier, avec faculté de faire cesser le bail à la volonté du preneur seul ; le bail

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres et sous-secrétaires d'Etat se sont réunis, ce matin, à l'Elysée, sous la présidence de M. Fallières.

LES RETRAITES OUVRIÈRES

M. le garde des sceaux a rendu compte au président de la République de l'état des travaux parlementaires et de la solution du débat engagé devant le Sénat sur les retraites ouvrières.

NOTRE ACTION AU MAROC

M. le ministre de la Guerre a donné connaissance au Conseil des instructions qui vont être envoyées au général Moineau au sujet de l'organisation des forces militaires au Maroc.

LE PROCHAIN CONSEIL DES MINISTRES

Le prochain Conseil des ministres aura lieu mercredi à l'Elysée.

GAZETTE

La tolérance maçonnique

Les députés blocauds ne manquent jamais de dire à leurs électeurs que, tout en combattant le cléricalisme, ils ont le plus profond respect de la religion.

On va voir jusqu'où la franc-maçonnerie leur permet de respecter la religion !

Le député de Sancerre (Cher), M. J.-B. Morin, avait accepté d'être témoin au mariage civil et religieux de la fille de son ami, M. Chapeau, conseiller général du canton de Sancerre.

Après la bénédiction nuptiale, on passa à la sacristie pour signer le procès-verbal au registre paroissial des mariages, et Morin, grand dignitaire en Loge, y alla de l'inscription de son nom et du paraphe obligatoire.

Mais il avait compté sans la surveillance inquisitoriale d'un F... Celui-ci, indigné du manquement du Vén., à ses convictions, n'a pas manqué d'ébruiter le fait qui s'est compliqué d'un autre : M. J.-B. Morin est véhémentement accusé de s'être sciemment dérobé à une invitation formelle du Comité républicain et libre-penseur de Saint-Sauveur, sous-Sancerre d'assister aux obsèques purement civiles d'un militant membre dudit Comité.

Aussi M. Morin a-t-il perdu les voix des électeurs francs-maçons lorsqu'il s'est présenté au Conseil général de son canton.

Les « droits du génie »

Dans ses Mémoires intitulés Ma Vie, le musicien Wagner dit à propos de sa rupture avec le baron de Hornstein, en 1861 :

« L'idée me vint de me chercher un séjour tranquille dans les environs de Mayence avec l'appui financier de Schott. Celui-ci m'avait parlé d'une jolie propriété appartenant au jeune baron de Hornstein et située dans cette région ; je croyais vraiment lui faire honneur en lui écrivant à Munich pour demander la permission de m'installer pour quelque temps dans son bien en Rhin-palatin. Je fus, au contraire, tout confus en ne recevant pour réponse que l'expression de l'effroi au sujet de mon exigence. »

La famille Hornstein fait publier une curieuse correspondance où l'on voit Wagner solliciter du jeune baron un prêt de 10 000 francs, d'abord, et ajoutant :

« Montrez donc si vous êtes un homme de caractère. »

« Si vous êtes cet homme pour moi — et pourquoi ne devrait-il pas en fin s'en trouver

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres et sous-secrétaires d'Etat se sont réunis, ce matin, à l'Elysée, sous la présidence de M. Fallières.

LES RETRAITES OUVRIÈRES

M. le garde des sceaux a rendu compte au président de la République de l'état des travaux parlementaires et de la solution du débat engagé devant le Sénat sur les retraites ouvrières.

NOTRE ACTION AU MAROC

M. le ministre de la Guerre a donné connaissance au Conseil des instructions qui vont être envoyées au général Moineau au sujet de l'organisation des forces militaires au Maroc.

LE PROCHAIN CONSEIL DES MINISTRES

Le prochain Conseil des ministres aura lieu mercredi à l'Elysée.

GAZETTE

La tolérance maçonnique

Les députés blocauds ne manquent jamais de dire à leurs électeurs que, tout en combattant le cléricalisme, ils ont le plus profond respect de la religion.

On va voir jusqu'où la franc-maçonnerie leur permet de respecter la religion !

Le député de Sancerre (Cher), M. J.-B. Morin, avait accepté d'être témoin au mariage civil et religieux de la fille de son ami, M. Chapeau, conseiller général du canton de Sancerre.

Après la bénédiction nuptiale, on passa à la sacristie pour signer le procès-verbal au registre paroissial des mariages, et Morin, grand dignitaire en Loge, y alla de l'inscription de son nom et du paraphe obligatoire.

Mais il avait compté sans la surveillance inquisitoriale d'un F... Celui-ci, indigné du manquement du Vén., à ses convictions, n'a pas manqué d'ébruiter le fait qui s'est compliqué d'un autre : M. J.-B. Morin est véhémentement accusé de s'être sciemment dérobé à une invitation formelle du Comité républicain et libre-penseur de Saint-Sauveur, sous-Sancerre d'assister aux obsèques purement civiles d'un militant membre dudit Comité.

Aussi M. Morin a-t-il perdu les voix des électeurs francs-maçons lorsqu'il s'est présenté au Conseil général de son canton.

Les « droits du génie »

Dans ses Mémoires intitulés Ma Vie, le musicien Wagner dit à propos de sa rupture avec le baron de Hornstein, en 1861 :

« L'idée me vint de me chercher un séjour tranquille dans les environs de Mayence avec l'appui financier de Schott. Celui-ci m'avait parlé d'une jolie propriété appartenant au jeune baron de Hornstein et située dans cette région ; je croyais vraiment lui faire honneur en lui écrivant à Munich pour demander la permission de m'installer pour quelque temps dans son bien en Rhin-palatin. Je fus, au contraire, tout confus en ne recevant pour réponse que l'expression de l'effroi au sujet de mon exigence. »

La famille Hornstein fait publier une curieuse correspondance où l'on voit Wagner solliciter du jeune baron un prêt de 10 000 francs, d'abord, et ajoutant :

« Montrez donc si vous êtes un homme de caractère. »

« Si vous êtes cet homme pour moi — et pourquoi ne devrait-il pas en fin s'en trouver

Pour les écoles primaires catholiques

L'Association pour la défense des écoles primaires catholiques nous adresse le compte rendu annuel de ses travaux.

Depuis sa fondation en 1902, elle a prêté son concours à 9 200 écoles, tant de filles que de garçons. Dans ces écoles, elle a placé 10 100 instituteurs et institutrices.

Elle a pu, en outre, trouver pour des anciens Frères et pour des anciens Sœurs sécularisés qui n'ont pas de brevet, des emplois dans des familles. Le nombre de ces sécularisés sans brevet s'est élevé à plus de 4 000.

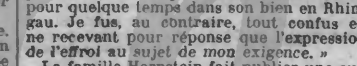
Elle a aussi donné ses soins aux œuvres post-scolaires et extra-scolaires.

Heureuse de constater que la générosité des bienfaiteurs des écoles ne s'est pas ralentie, elle fait de nouveau appel à leurs libéralités de plus en plus nécessaires.

On peut envoyer les souscriptions 25, rue de Bourgogne, Paris, soit à M. G. de Goussier, trésorier, soit à M. Paul Princetout, secrétaire général.

Le Palais de Justice d'Evreux incendié par la foudre

Pendant un violent orage qui s'est abattu sur Evreux, vendredi vers 4 h. 1/2, la foudre est tombée sur l'aile droite du Palais de Justice



Le Palais de Justice d'Evreux incendié par la foudre

Les casiers étaient rassemblés les archives du Palais, les registres de l'état civil de toutes les communes du département, les procès-verbaux de jugements, etc.

Avec une extrême rapidité, le feu s'est propagé au milieu de ces objets très inflammables.

A 7 h. 1/2, les combles étaient entièrement détruits ainsi que la salle d'archives et aussi les papiers de l'état civil, ceux des archives départementales et de la trésorerie générale.

120 détenus, hommes et femmes, ont été évacués de la prison dans les deux menages de dragons.

Le Palais de Justice datait de 1875. Les dégâts ne sauraient être actuellement évalués.

Adveniat regnum tuum

Dieu protège la France!

Dimanche 4 Juin. — PENTECOTE  
Lundi 5. — SAINT BONIFACE

La journée

Le Sénat, après avoir clos, par un ordre du jour d'une vague vaine, les interpellations sur les retraites ouvrières, s'est ajourné à mardi.

Il abordera jeudi la discussion du budget.

La Chambre s'est donné congé jusqu'à mercredi.

Elle discutera jeudi, à son tour, les interpellations sur l'application de la loi des retraites ouvrières.

Le Conseil des ministres tenu ce matin s'est félicité du vote d'hier au Sénat sur les retraites ouvrières.

Le ministre de la Guerre a fait connaître à ses collègues les instructions qu'il va envoyer au général Moineau et les résultats de l'inspection faite par le général Bailloud des colonies qui opèrent sur la rive droite de la Moulouya.

M. Barrère, ambassadeur de France à Rome, a remis, au nom du gouvernement français, à l'enseigne de vaisseau Goussier, vainqueur de la course Paris-Rome, l'insigne de la Légion d'honneur.

Nous publions plus loin un article qui met les choses au point relativement au rapport Régismanset au Sénat sur la liquidation des Congrégations.

A Paris, les chauffeurs de taxi-autos ont voté une grève de 48 heures.

A leur suite, les employés des tramways-Nord ont également décidé de quitter le travail. 45 autos seulement et la plus grande partie des tramways ont effectué leur service ce matin.

Les troupes de secours commencent à rayonner autour de Foz. 2 500 hommes sont en marche, écrit-on, sur Méquines. En tout cas, les régions de Setrou, du Gerboux, les territoires des Ouadala et des Cherarda seront pacifiés.

Le prince héritier de Turquie part demain de Constantinople pour Paris.

Après avoir passé quelques jours dans cette capitale, il se rendra à Londres pour assister aux fêtes du couronnement et ira ensuite à Turin.

La révision de la Constitution grecque a été enfin votée.